

Examen civique, mention carte de résident (CR)

Test d'entraînement n° 1 : 40 questions à choix multiples, corrigé et explications en fin de document

Comme à l'examen : 40 questions (28 questions de connaissance et 12 mises en situation), 45 minutes au maximum, une seule bonne réponse par question. Il faut au moins 32 bonnes réponses sur 40 (80 %). Entourez une lettre par question, puis comptez vos points avec le corrigé.

Questions de connaissance : liste officielle CR du ministère de l'Intérieur. Le ministère ne publie pas les mises en situation : celles de ce test sont des exemples rédigés par FreeExamPath.

Énoncés marqués « Liste CSP » ou « Liste CR » : questions de connaissance officielles publiées par le ministère de l'Intérieur (DIAN) sur formation-civique.interieur.gouv.fr, listes consultées le 17/10/2026, réutilisées sous Licence Ouverte 2.0 (Etalab). Toutes les propositions de réponse, les bonnes réponses, les explications et les autres questions sont rédigées par FreeExamPath. Ce document n'est pas un examen officiel ; FreeExamPath est un site indépendant, sans lien avec le ministère de l'Intérieur.

Version en ligne avec résultat immédiat : <https://freeexampath.com/fr/examen-civique/carte-de-resident/>

PRINCIPES ET VALEURS DE LA RÉPUBLIQUE

Liste CR n° 21

1. Un employeur refuse d'embaucher des femmes dans son entreprise. Que dit la loi ?

- A C'est possible si l'offre d'emploi le précise
- B C'est autorisé dans une entreprise privée
- C C'est une discrimination interdite et punie par la loi
- D La loi le permet pour les métiers physiques

Liste CR n° 2

2. Que garantit la liberté d'expression ?

- A Le droit d'insulter une personne à cause de sa religion
- B L'obligation de partager l'opinion du Gouvernement
- C Le droit d'exprimer ses opinions, dans le respect de la loi
- D Le droit d'appeler à la violence contre un groupe de personnes

Liste CR n° 6

3. Complétez ces paroles de la Marseillaise : "Aux armes [...] ! Formez vos bataillons"

- | | |
|-----------|------------|
| A enfants | B Français |
| C soldats | D citoyens |

Liste CSP n° 37 · Liste CR n° 29

4. Une personne a-t-elle le droit de ne pas croire en une religion ?

- | | |
|---|--|
| A Oui, c'est la liberté de conscience | B Non, chaque personne doit avoir une religion |
| C Seulement si ses parents ne sont pas croyants | D Seulement à partir de dix-huit ans |

Liste CR n° 10

5. En tant que parent, peut-on refuser que son enfant participe aux cours de sport à l'école car ils sont mixtes ?

- | | |
|---|--|
| A Non, sauf si l'enfant a plus de dix ans | B Non, le sport fait partie du programme |
| C Oui, car le sport est une matière facultative | D Oui, si la religion de la famille l'interdit |

Mise en situation · exemple FreeExamPath

6. Une offre d'emploi précise : « poste réservé aux hommes de moins de 30 ans ». Est-ce légal ?

- A Oui, chaque employeur recrute qui il veut
- B Oui, si le travail est physique et fatigant
- C Non, c'est une discrimination liée au sexe et à l'âge
- D Non, sauf dans une entreprise de moins de dix salariés

7. Un propriétaire refuse de louer son appartement à Karim à cause de son origine. Que peut faire Karim ?

- A** Menacer le propriétaire pour obtenir quand même le logement
- B** Rien, un propriétaire choisit son locataire sans aucune règle
- C** Signaler cette discrimination, par exemple au Défenseur des droits
- D** Changer de nom pour cacher son origine au propriétaire

8. Devant une boîte de nuit, le videur refuse de laisser entrer Ibrahim et ses amis à cause de leur origine. Il affirme qu'un établissement privé choisit ses clients comme il veut. Est-ce une discrimination interdite ?

- A** Oui, et cette interdiction vaut aussi pour les commerces privés
- B** Non, la non-discrimination ne s'impose qu'aux services publics
- C** Oui, mais seulement si Ibrahim est de nationalité française
- D** Non, un établissement privé n'a pas à justifier ses choix

9. Thomas se déplace en fauteuil roulant. Un hôtel refuse de lui louer une chambre adaptée qui est libre, car le gérant veut « éviter les complications ». Thomas peut-il contester ce refus ?

- A** Oui, car refuser pour son handicap est une discrimination
- B** Oui, mais seulement s'il a déjà payé sa réservation
- C** Non, un hôtel choisit librement les clients qu'il accepte
- D** Non, le gérant peut refuser pour le calme des autres clients

10. Kevin et Julie travaillent dans un supermarché. Chaque jour, Kevin parle à Julie de sa religion et l'invite à se convertir. Est-ce permis ?

- A** Non, le prosélytisme est interdit dans l'entreprise
- B** Non, parler de religion est interdit dans tous les lieux publics
- C** Oui, le prosélytisme est libre partout en France
- D** Oui, s'il en parle seulement pendant les pauses

11. Dans un hôpital public, un patient exige, pour des raisons religieuses, d'être soigné uniquement par un médecin de son sexe. Que se passe-t-il ?

- A** Il ne peut pas imposer ce choix à l'hôpital
- B** Il doit payer un supplément pour choisir
- C** Il doit être soigné dans un hôpital religieux
- D** L'hôpital doit toujours accepter sa demande

SYSTÈME INSTITUTIONNEL ET POLITIQUE

12. Est-ce que le vote est obligatoire ?

- A** Non, c'est un droit et non une obligation
- B** Oui, pour toutes les élections
- C** Oui, sinon on perd sa nationalité
- D** Seulement pour l'élection présidentielle

13. Qui peut voter aux élections en France ?

- A** Toutes les personnes qui vivent en France, sans aucune condition
- B** Seulement les personnes qui travaillent et paient des impôts
- C** Les citoyens français majeurs inscrits sur les listes électorales
- D** Seulement les hommes français de plus de 21 ans

14. La séparation des pouvoirs est un principe fondamental. Quels sont les trois pouvoirs concernés ?

- A Les pouvoirs présidentiel, ministériel et préfectoral
- B Les pouvoirs national, régional et municipal
- C Les pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire
- D Les pouvoirs militaire, religieux et économique

Liste CR n° 71

15. Combien y a-t-il de régions en France ?

- A 18
- B 22
- C 27
- D 101

Liste CR n° 41

16. Qu'est-ce que l'État de droit ?

- A Un État qui n'a pas besoin de Constitution
- B Un système où la loi s'impose à tous, y compris à l'État
- C Un État où seuls les juristes ont le droit de voter
- D Un système où le chef de l'État décide seul des lois

Liste CR n° 77

17. Quel traité concerne la construction de l'Union européenne ?

- A Le traité de l'Atlantique Nord
- B Le traité de Maastricht
- C Le traité de Tordesillas
- D Le traité de Versailles

DROITS ET DEVOIRS

Liste CR n° 101

18. Que signifie la dignité humaine ?

- A Seules les personnes riches méritent le respect
- B Le respect dépend de la nationalité de chacun
- C Toute personne mérite le respect, parce qu'elle est un être humain
- D On peut traiter quelqu'un comme un objet s'il est d'accord

Liste CR n° 97

19. Le recours à l'avortement est-il autorisé ?

- A Oui, mais seulement avec l'accord du conjoint
- B Oui, c'est un droit, dans le cadre fixé par la loi
- C Oui, mais seulement pour les femmes majeures
- D Non, l'avortement est interdit en France

Liste CR n° 121

20. Quel exemple illustre une limitation de liberté pour protéger l'intérêt général ?

- A Le confinement pendant l'épidémie de Covid-19, en 2020
- B L'interdiction de critiquer le Gouvernement
- C L'interdiction de se marier avec un étranger
- D L'obligation de pratiquer une religion

Liste CR n° 116

21. Pourquoi doit-on trier ses déchets ?

- A Pour permettre le recyclage et protéger l'environnement
- B Parce que c'est obligatoire seulement à la campagne
- C Pour que les déchets soient brûlés plus vite
- D Pour payer moins d'impôt sur le revenu

Liste CSP n° 113 · Liste CR n° 123

22. Quelle est l'infraction la plus grave ?

- A La contravention
- B Le crime
- C Le délit
- D L'incivilité

23. Une entreprise rejette ses déchets dans une rivière pour économiser de l'argent. Que dit la Charte de l'environnement ?

- A** Seul l'État doit protéger l'environnement, pas les entreprises
- B** Chacun doit contribuer à réparer les dommages qu'il cause
- C** La pollution est permise tant que personne ne s'en aperçoit
- D** Une entreprise peut polluer si elle crée des emplois

24. Fatou est victime de violences de la part de son mari. Une association lui propose de l'aide, mais elle hésite à porter plainte. Que doit-elle savoir ?

- A** Elle peut être aidée gratuitement, même sans porter plainte
- B** Elle doit avoir l'accord de son mari pour être aidée
- C** L'aide des associations est toujours payante pour la victime
- D** Elle doit d'abord porter plainte pour être aidée

25. À la mairie, Kevin attend depuis une heure. Énervé, il insulte l'agente d'accueil. Risque-t-il une sanction ?

- A** Oui, insulter un agent public est un délit
- B** Oui, mais seulement si l'agent est un policier
- C** Non, sauf s'il l'a aussi frappée
- D** Non, ce ne sont que des paroles

26. Dans la classe de Malik, un élève est souvent frappé et moqué par d'autres. Que peuvent faire Malik et ses parents ?

- A** En parler à l'école et appeler le 3018 si besoin
- B** Ne rien dire, pour éviter d'avoir des ennuis
- C** Changer d'école sans prévenir personne
- D** Frapper à leur tour les élèves violents

27. Un salarié est insulté et rabaissé chaque jour par son chef. Que peut-il faire ?

- A** Insulter son chef à son tour pour se défendre
- B** Signaler les faits et, si besoin, saisir la justice
- C** Accepter, car cela fait partie du travail
- D** Rien, car un chef a tous les droits sur ses salariés

28. En jouant au ballon devant chez lui, Hugo, 10 ans, casse la fenêtre de la voisine. Il dit qu'un enfant n'est responsable de rien. Qui doit réparer le dommage ?

- A** Son école, qui est responsable des élèves
- B** Personne, car un enfant de 10 ans est mineur
- C** Ses parents, avec leur responsabilité civile
- D** La voisine, car il s'agit de sa propre fenêtre

HISTOIRE, GÉOGRAPHIE ET CULTURE

29. En quelle année Napoléon Ier est-il devenu empereur ?

- A** 1789
- B** 1804
- C** 1815
- D** 1848

30. Depuis quand les Français élisent-ils le président de la République au suffrage universel direct ?

- A** 1945
- B** 1958
- C** 1962
- D** 1981

31. Quel continent a été le plus concerné par la décolonisation française après la Seconde Guerre mondiale ?

- A** L'Amérique du Sud
- B** L'Europe
- C** L'Afrique
- D** L'Amérique du Nord

Liste CR n° 151

32. Quelle ville française est un port maritime ?

- A** Lille
- B** Lyon
- C** Marseille
- D** Strasbourg

Liste CR n° 149

33. Quelle mer ou océan borde la France métropolitaine ?

- A** L'océan Indien
- B** La mer Baltique
- C** La mer Noire
- D** L'océan Atlantique

Liste CR n° 156

34. Quelle est la population approximative de la France en 2025 ?

- A** Environ 45 millions d'habitants
- B** Environ 69 millions d'habitants
- C** Environ 90 millions d'habitants
- D** Environ 120 millions d'habitants

Liste CR n° 166

35. Quand peut-on visiter gratuitement des lieux culturels en France ?

- A** Le jour de la rentrée des classes
- B** Pendant les soldes d'hiver, en janvier
- C** Le soir du réveillon de Noël, en décembre
- D** Lors des Journées européennes du patrimoine

Liste CR n° 173

36. Quelle cathédrale célèbre a été en partie détruite par un incendie en 2019 ?

- A** La cathédrale de Strasbourg
- B** Notre-Dame de Paris
- C** La cathédrale de Reims
- D** La cathédrale de Chartres

VIVRE DANS LA SOCIÉTÉ FRANÇAISE

Liste CR n° 186

37. Quel numéro d'urgence permet d'appeler la police ?

- A** Le 15
- B** Le 17
- C** Le 18
- D** Le 115

Liste CSP n° 177 · Liste CR n° 187

38. Concernant l'accès aux soins, quelle proposition est correcte ?

- A** Seules les personnes qui travaillent peuvent être soignées
- B** Les soins sont réservés aux personnes de nationalité française
- C** Des structures publiques permettent d'être soigné sans payer
- D** Il faut toujours payer avant d'être soigné à l'hôpital

Liste CR n° 198

39. Quelles sont les conditions pour toucher les allocations chômage ?

- A** Avoir plus de 60 ans et être déjà à la retraite
- B** Être propriétaire de son logement depuis cinq ans
- C** Avoir perdu son emploi sans l'avoir choisi et avoir assez travaillé
- D** Avoir démissionné pour partir faire un long voyage

Liste CR n° 208

40. Quand ont lieu les vacances scolaires de Noël ?

- A** Pendant tout le mois d'avril
- B** En juillet et en août
- C** Au mois de février
- D** Fin décembre et début janvier

Corrigé

Comptez 1 point par bonne réponse. Réussite à partir de 32 sur 40.

1	C	2	C	3	D	4	A	5	B	6	C	7	C	8	A
9	A	10	A	11	A	12	A	13	C	14	C	15	A	16	B
17	B	18	C	19	B	20	A	21	A	22	B	23	B	24	A
25	A	26	A	27	B	28	C	29	B	30	C	31	C	32	C
33	D	34	B	35	D	36	B	37	B	38	C	39	C	40	D

Explications

1. Réponse C : C'est une discrimination interdite et punie par la loi

Refuser d'embaucher une personne en raison de son sexe est une discrimination. La loi garantit à la femme des droits égaux à ceux de l'homme dans tous les domaines, y compris le travail, et les discriminations sont punies par des amendes et d'autres sanctions.

2. Réponse C : Le droit d'exprimer ses opinions, dans le respect de la loi

La liberté d'expression, garantie par la Déclaration de 1789, permet à chacun d'avoir ses opinions, même religieuses, et de parler, d'écrire et de publier librement. Mais la loi punit les insultes ou propos haineux envers des personnes à cause de leur religion, et l'incitation à la haine ou à la violence.

3. Réponse D : citoyens

Le refrain de La Marseillaise commence par « Aux armes, citoyens, / Formez vos bataillons ». Ce chant a été composé en 1792 par Rouget de Lisle et il est l'hymne national depuis 1879.

4. Réponse A : Oui, c'est la liberté de conscience

La laïcité protège la liberté de croire comme celle de ne pas croire. Ne pas avoir de religion, ou ne plus en avoir, est un droit.

5. Réponse B : Non, le sport fait partie du programme

C'est l'État qui fixe le programme de l'école. On ne peut pas refuser un cours du programme, comme le sport ou une sortie scolaire, pour un motif religieux. La laïcité à l'école garantit aussi l'égalité entre les filles et les garçons.

6. Réponse C : Non, c'est une discrimination liée au sexe et à l'âge

Le sexe et l'âge font partie des critères de discrimination interdits par la loi. Traiter moins bien une personne pour ces raisons au moment de l'embauche est une discrimination, punie par des amendes et d'autres sanctions. Ces règles s'appliquent à tous les employeurs, quelle que soit la taille de l'entreprise.

7. Réponse C : Signaler cette discrimination, par exemple au Défenseur des droits

Refuser un logement à une personne en raison de son origine est une discrimination interdite et punie par la loi. Le Défenseur des droits, autorité indépendante, aide gratuitement les personnes victimes de discrimination ; on peut aussi porter plainte.

8. Réponse A : Oui, et cette interdiction vaut aussi pour les commerces privés

Traiter une personne moins bien à cause de son origine est une discrimination punie par la loi. Cette interdiction s'applique aussi aux établissements privés ouverts au public, comme les boîtes de nuit, et elle protège toutes les personnes, quelle que soit leur nationalité. Ibrahim peut saisir le Défenseur des droits ou porter plainte.

9. Réponse A : Oui, car refuser pour son handicap est une discrimination

Le handicap est l'un des motifs de discrimination que la loi interdit. Refuser un service, comme une chambre d'hôtel, à cause du handicap d'une personne est puni, même dans une entreprise privée qui pense choisir librement ses clients. Thomas peut saisir le Défenseur des droits ou porter plainte.

10. Réponse A : Non, le prosélytisme est interdit dans l'entreprise

En France, le prosélytisme est en général autorisé, mais il est interdit dans certains lieux, dont l'entreprise. Au travail, un salarié ne doit pas chercher à convertir ses collègues ni leur imposer ses convictions religieuses, même pendant les pauses. Parler de religion n'est pas interdit en soi : c'est le fait de vouloir convertir qui pose problème.

11. Réponse A : Il ne peut pas imposer ce choix à l'hôpital

Un patient ne peut pas, pour des raisons religieuses, imposer à l'hôpital un choix contraire à l'organisation du service public. Il peut faire une demande, mais il ne peut pas exiger que le service public s'adapte à sa religion.

12. Réponse A : Non, c'est un droit et non une obligation

En France, le vote n'est pas obligatoire : c'est un droit. La carte d'électeur rappelle que c'est aussi un devoir civique, mais un électeur qui ne vote pas n'est pas sanctionné. Seule exception : aux élections sénatoriales, les grands électeurs sont obligés de voter, sous peine d'une amende de 100 euros. Le vote est personnel, libre et secret.

13. Réponse C : Les citoyens français majeurs inscrits sur les listes électorales

Le droit de vote appartient aux Français majeurs qui ont leurs droits civiques et sont inscrits sur les listes électorales. Les citoyens européens résidant en France peuvent voter aux élections municipales et européennes.

14. Réponse C : Les pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire

La séparation des pouvoirs confie à des personnes différentes le pouvoir législatif (le Parlement vote les lois), le pouvoir exécutif (le Gouvernement les applique) et le pouvoir judiciaire (les juges contrôlent leur application).

15. Réponse A : 18

La France compte 18 régions : 13 en France métropolitaine et 5 en outre-mer. Il y a aussi 101 départements.

16. Réponse B : Un système où la loi s'impose à tous, y compris à l'État

Un État de droit est un système dans lequel la loi est la même pour tous, y compris pour l'État et ses représentants. Le droit est supérieur aux autorités politiques, et des juges indépendants contrôlent les autorités publiques.

17. Réponse B : Le traité de Maastricht

Le traité de Maastricht, en 1992, a créé l'Union européenne. Avant lui, le traité de Paris (1951) avait créé la CECA et le traité de Rome (1957) la CEE. Le traité de Versailles (1919) concernait la fin de la Première Guerre mondiale.

18. Réponse C : Toute personne mérite le respect, parce qu'elle est un être humain

La dignité humaine, c'est le fait que chaque personne a de la valeur et mérite un respect inconditionnel, quels que soient son âge, son sexe, sa santé, sa condition sociale, sa religion ou son origine. Un être humain ne doit jamais être traité comme un objet.

19. Réponse B : Oui, c'est un droit, dans le cadre fixé par la loi

L'interruption volontaire de grossesse (IVG) est autorisée par la loi depuis 1975, et depuis 2024 la Constitution parle de la « liberté garantie à la femme » d'y avoir recours. C'est possible pour toutes les femmes, sans condition d'âge, dans un cadre médical réglementé. L'accord du partenaire n'est pas nécessaire. Une mineure peut avorter sans l'accord de ses parents ; elle doit alors être accompagnée d'une personne majeure de son choix.

20. Réponse A : Le confinement pendant l'épidémie de Covid-19, en 2020

Les libertés peuvent être limitées pour protéger l'intérêt général. Par exemple, l'état d'urgence sanitaire contre le Covid-19, en mars 2020, a limité la liberté d'aller et venir (c'est le confinement), la liberté d'entreprendre et la liberté de réunion.

21. Réponse A : Pour permettre le recyclage et protéger l'environnement

Trier ses déchets permet de les recycler et de protéger l'environnement. C'est l'un des gestes demandés à chacun, avec la réduction des déchets plastiques et la lutte contre le gaspillage des aliments et de l'énergie.

22. Réponse B : Le crime

Il existe trois catégories d'infractions : la contravention (la moins grave), le délit et le crime, qui est la plus grave (meurtre, viol, terrorisme...).

23. Réponse B : Chacun doit contribuer à réparer les dommages qu'il cause

La Charte de l'environnement, qui a valeur constitutionnelle, dit que toute personne, y compris une entreprise, doit prévenir les atteintes à l'environnement et contribuer à la réparation des dommages qu'elle cause (articles 3 et 4). Chacun a aussi le devoir de préserver l'environnement.

24. Réponse A : Elle peut être aidée gratuitement, même sans porter plainte

Des associations spécialisées peuvent aider Fatou sur le plan psychologique, juridique et social. Cette aide ne coûte rien, reste confidentielle et ne l'oblige pas à porter plainte. Une victime de violences n'est jamais coupable de ce qu'elle subit.

25. Réponse A : Oui, insulter un agent public est un délit

Les employés de mairie exercent une mission de service public. Les insulter ou les menacer à cause de leur travail est un outrage à agent, qui est un délit : l'agente peut porter plainte. Cette protection ne concerne pas seulement les policiers, et une longue attente n'excuse pas les insultes.

26. Réponse A : En parler à l'école et appeler le 3018 si besoin

Le harcèlement scolaire (violences, moqueries, insultes répétées entre élèves) est un délit puni par la loi. Il faut en parler aux adultes de l'école ; le 3018 est le numéro national contre le harcèlement : les victimes, les témoins et les parents peuvent l'appeler. Le 119 est celui de l'enfance en danger.

27. Réponse B : Signaler les faits et, si besoin, saisir la justice

Insulter ou rabaisser une personne est une violence psychologique, interdite y compris au travail. Le salarié peut signaler les faits, porter plainte, et saisir le conseil de prud'hommes en cas de conflit avec son employeur.

28. Réponse C : Ses parents, avec leur responsabilité civile

Quand un enfant mineur cause un dommage à quelqu'un, la responsabilité civile de ses parents est engagée : ce sont eux qui doivent réparer. Leur assurance responsabilité civile, souvent incluse dans l'assurance habitation, peut payer la réparation. La voisine n'a donc pas à supporter seule le coût de la fenêtre.

29. Réponse B : 1804

Napoléon Bonaparte devient empereur des Français en 1804, sous le nom de Napoléon Ier. Le Premier Empire dure jusqu'en 1815.

30. Réponse C : 1962

En 1962, un référendum a décidé que le président de la République ne serait plus élu par des grands électeurs (suffrage indirect), mais directement par les citoyens. En 1958, de Gaulle avait encore été élu par un collège électoral. La première élection présidentielle au suffrage universel direct a eu lieu en 1965 : de Gaulle a été réélu face à François Mitterrand.

31. Réponse C : L'Afrique

Après la Seconde Guerre mondiale, la décolonisation française a surtout concerné l'Afrique : la plupart des colonies françaises d'Afrique subsaharienne et Madagascar ont accédé à l'indépendance en 1960, puis l'Algérie en 1962, après la guerre d'Algérie.

32. Réponse C : Marseille

Marseille, au bord de la mer Méditerranée, est l'un des grands ports maritimes de France, comme Le Havre, Dunkerque ou Nantes Saint-Nazaire. Lyon, Strasbourg et Lille ne sont pas au bord de la mer.

33. Réponse D : L'océan Atlantique

La France métropolitaine est bordée par la mer du Nord, la Manche, l'océan Atlantique et la mer Méditerranée. L'océan Indien borde certains territoires d'outre-mer, comme La Réunion, mais pas la métropole.

34. Réponse B : Environ 69 millions d'habitants

Au 1er janvier 2025, la France compte 68,6 millions d'habitants, soit environ 69 millions, dont environ 2,3 millions dans les départements et régions d'outre-mer.

35. Réponse D : Lors des Journées européennes du patrimoine

Chaque année en septembre, les Journées européennes du patrimoine offrent un accès, très souvent gratuit, à des lieux culturels, dont certains sont habituellement fermés au public.

36. Réponse B : Notre-Dame de Paris

La cathédrale Notre-Dame de Paris a été en partie détruite par un incendie en 2019. Plus de 840 millions d'euros de dons privés ont été réunis pour sa reconstruction, ce qui montre l'attachement des citoyens au patrimoine.

37. Réponse B : Le 17

Le 17 est le numéro de la police (police secours), pour signaler une infraction : violences, agression, vol... Le 15 est celui du SAMU, le 18 celui des pompiers et le 115 celui de l'aide aux personnes sans domicile.

38. Réponse C : Des structures publiques permettent d'être soigné sans payer

En France, de nombreuses structures publiques permettent d'être soigné sans payer : par exemple les permanences d'accès aux soins de santé (PASS) des hôpitaux publics, ouvertes à tous, ou les centres de PMI pour les femmes enceintes et les enfants de moins de 6 ans.

39. Réponse C : Avoir perdu son emploi sans l'avoir choisi et avoir assez travaillé

L'allocation chômage (ARE) est versée aux personnes privées d'emploi involontairement (licenciement, fin de contrat, rupture conventionnelle...). Il faut en général avoir travaillé au moins 6 mois au cours des 24 derniers mois et être inscrit à France Travail.

40. Réponse D : Fin décembre et début janvier

En France métropolitaine, les vacances de Noël durent environ deux semaines, de la fin décembre au début janvier. Par exemple, pour l'année scolaire 2026-2027, elles vont du samedi 19 décembre 2026 au lundi 4 janvier 2027.

Les réponses et explications sont celles de FreeExamPath, vérifiées à partir de sources officielles (fiches de la formation civique, Service-Public, Légifrance). Elles ne sont pas officielles : en cas de doute, la source officielle prévaut.